

compétiteurs avides. La victoire, presque indécise, se résolut en une dissolution de la Chambre. Les élections présentèrent le spectacle d'une arène où l'autorité royale, ses prétentions, sa tactique et ses espérances furent mises à nu sans ménagement. Elles tournèrent en définitive à l'avantage du parti coalitionniste. Le ministère Molé se retira au moment où, par une funeste coïncidence, l'abandon à la Hollande du grand-duché de Luxembourg et de la rive droite de la Meuse découvrait nos frontières, humiliait dans la Belgique la seule alliée sincère qui restait à la France de 1830, et fortifiait d'un nouveau grief cette accusation proverbiale d'*abaissement continu*, que M. Villemain avait infligée à la politique des successeurs de C. Périer.

Ainsi qu'il était facile de le prévoir, l'impossibilité de s'entendre sur le partage des porte-feuilles qu'avait rendus libres le succès de la coalition, amena la dissolution de cette ligue ambitieuse. Après un interrègne ministériel de vingt-deux jours, pendant lequel diverses combinaisons furent essayées par la Cour avec une sincérité quelque peu suspecte, le *Moniteur* du 1<sup>er</sup> avril 1839 annonça un cabinet composé de MM. de Montebello, Gasparin, Girod de l'Ain, le général Cubières, Tupinier, Parant et Gauthier. Mais cet étrange amalgame de noms propres ne fut pris au sérieux par aucun parti, et M. Passy ayant été porté à la présidence de la Chambre, le roi s'adressa à lui pour la formation d'un ministère définitif. Rien n'annonçait la terminaison de cette nouvelle crise, lorsqu'une courte mais violente insurrection populaire vint précipiter le dénouement. Le signal partit de la *Société des Saisons*, précédemment connue sous le nom de *Société des Familles* (1). Trois conjurés républicains d'une énergie peu commune, Barbès, Blanqui, Martin-Bernard, dirigèrent le mouvement

(1) *Revue rétrospective*, publiée par M. Taschereau, n<sup>o</sup> 1.